

Direction commande publique

Réf. SC/PA/LC/SP

Marché N° 24001

DÉCISION DU MAIRE

N° 24 / 011

**Marché n°24001 relatif aux
prestations d'externalisation de
l'instruction des autorisations
d'urbanisme**

Le Maire de la commune de Montgeron,
Conseillère régionale d'Ile-de-France

Vu l'article L2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux délégations accordées par le Conseil Municipal au Maire,

Vu le code de la commande publique et notamment son article R2122-8,

Vu la délibération n° 22/37 du Conseil municipal en date 4 juillet 2022 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal au Maire, et notamment le point n° 6 par lequel Madame le Maire a délégué pour « prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget »,

Considérant la nécessité de passer un contrat pour des prestations d'externalisation de l'instruction des autorisations d'urbanisme de la ville de Montgeron,

Considérant que la valeur estimée du besoin est inférieure à 40 000€ H.T.,

Considérant qu'après étude du secteur achat, la proposition de la micro-entreprise Monsieur Steven BRIAND (77115 - BLANDY-LES-TOURS) a été jugée satisfaisante tant sur un point de vue économique que technique,

DECIDE

Article 1 De passer avec :

La micro-entreprise Monsieur Steven BRIAND (77115 - BLANDY-LES-TOURS), un marché sans publicité ni mise en concurrence préalable, portant sur des prestations d'externalisation de l'instruction des autorisations d'urbanisme de la ville de Montgeron pour un montant annuel maximum de 30 000€ H.T.

- Article 2** Le contrat prend effet à compter de sa date de notification officielle (date du retrait du recommandé électronique, sur la plateforme de dématérialisation www.achatpublic.com, faisant foi), pour une durée d'un an ferme.
- Article 3** Les dépenses engagées dans le cadre de ce contrat seront imputées sur le budget de la commune.
- Article 4** Le Directeur Général des Services ou la Directrice Générale Adjointe des Services de la commune de Montgeron est chargé de l'exécution de cette décision qui sera transmise à Mr le Préfet et notifiée à(aux) intéressé(s).
- Article 5** La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux devant Mme le Maire et/ou devant le Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa publication et/ou notification.

Fait à Montgeron, le 25 JAN. 2024



Sylvie CARILLON

Maire de Montgeron
Conseillère régionale d'Ile-de-France



Publication sous forme électronique sur <https://www.montgeron.fr/>